

Marc NIELSEN

Merci. Merci à vous trois. Nous allons passer à la table ronde suivante. Je vais donc appeler nos intervenantes suivantes. Vous verrez qu'à nouveau, l'égalité homme-femme n'est absolument pas respectée.

Deuxième table ronde : Impliquer les habitants dans les politiques alimentaires territoriales. Comment caractériser les comportements et pratiques alimentaires ? Comment écouter et intégrer la voix des habitants ?

Jennifer BUYCK – Institut d'Urbanisme et Géographie Alpine - IUGA

Université Grenoble Alpes – UMR PACTE, Coline PERRIN – INRA - UMR Innovation - Montpellier, Anne-Laure GARCIN – Chargée de mission participation citoyenne & politiques publiques Responsable du Conseil de développement Métropole de Lyon

Marc NIELSEN

Nous allons enchaîner avec cette deuxième table, ronde qui est sur l'implication des habitants dans la politique alimentaire territoriale, comment caractériser les comportements et pratiques alimentaires et puis comment écouter et intégrer la voix des habitants. Pour cela, j'ai donc 3 intervenantes. Je vais d'abord céder la parole à Jennifer BUYCK, te laisser te présenter, puis parler de tes travaux. Nous écouterons, ensuite, Coline PERRIN, qui a des travaux qui sont similaires, en même temps, assez complémentaires, si je ne dis pas de bêtises. Et puis, nous écouterons Anne-Laure GARCIN, qui donnera plutôt un point de vue très concret, opérationnel, de terrain.

Jennifer BUYCK – Institut d'Urbanisme et Géographie Alpine - IUGA Université Grenoble Alpes – UMR PACTE

Bonjour à toutes et à tous. Je suis Jennifer BUYCK. Je suis maîtresse de conférence à l'Université Grenoble Alpes. Aujourd'hui, je vais vous parler d'une expérience que nous avons mise en place, dans le cadre d'un projet de recherche, qui s'appelle FRUGAL. Sans concertation préalable avec l'intervenante de ce matin, qui nous a parlé de Bruno LATOUR et d'ATTERIR, mon titre d'intervention... Je ne comptais pas mettre les diapos, mais je vous le prouve : «faire atterrir l'urbanisme durable». C'était sans concertation avec l'intervention de ce matin. Et je crois que l'intervenant n'est malheureusement pas dans la salle, mais qu'importe : merci de lui transmettre le fait plus tard, que j'ai choisi aujourd'hui, finalement, de mettre des images sur le discours qu'il a eu, ce matin.

En fait, quel est ce travail ? Ce travail a eu lieu dans le

cadre d'un projet de recherche, qui s'appelle FRUGAL, qui s'intéresse aux liens entre la ville, les Métropoles, et, effectivement, quelqu'un l'a dit, avant, ce que nous appelions la gouvernance alimentaire. Ce programme de recherche s'est intéressé à plein d'aspects de l'alimentation et des Métropoles. Mais, ce que j'ai mis en place, dans ce cadre, est une approche plus située, sous la forme de marches, que nous avons appelées TRANSECT. TRANSECT, ce n'est pas un terme qui vient de moi. Comme je ne veux pas citer toutes les références, j'ai choisi de les laisser là. Ces TRANSECTS, sont d'abord des marches, le fait de marcher ensemble, d'aller à la découverte d'un territoire, donc petit groupe, disons. C'est le fait de marcher dans une dynamique de mise en débat et de prospective, qui commence dès le moment où nous marchons.

Et puis, ensuite, une deuxième étape, c'est le fait de le retranscrire, de le donner à voir, en l'occurrence, là, c'est sous la forme d'une coupe et cette coupe est le support de débat. Cette méthodologie des TRANSECTS, que je ne suis pas là, du tout, pour vendre, mais qui est le support de la présentation, de ce débat, nous l'avons utilisée pour les questions alimentaires, dans le cadre de ce programme FRUGAL. Nous l'avons mis en place pour deux villes. Nous l'avons fait à Grenoble et nous l'avons fait à Caen. Nous allons le faire à Rennes. Mais, nous sommes disposés aussi à le faire dans d'autres villes... Je vous regarde, c'est parce que... Il y a Lyon aussi. Mais, qu'importe, c'est un autre sujet. Marcher, marcher le long de lignes qui sont prédéterminées, par une équipe qui va porter l'organisation de ces marches.

Qui porte ces marches? C'était des acteurs du territoire, des professionnels et des chercheurs. Selon que ce soit à

Caen ou à Grenoble, ce n'est pas les mêmes équipes qui portent. Par exemple, à Grenoble - je le dis, nous sommes entre nous - finalement, les acteurs, les techniciens ne portaient pas. Par contre, les habitants, les collectifs citoyens, les associations étaient hyper dynamiques pour organiser ces marches. À Caen, c'était l'inverse. C'était vraiment les acteurs politiques et les techniciens qui voulaient l'organisation de ces marches et qui étaient parties prenantes sur le choix des tracés. En gros, nous avons marché, dans chacun des cas, sur une journée, une grosse journée de marche. Début : vers 8h du matin. Fin : vers 16h. Mais, nous avons fait en condensé, parce qu'après, nous avons fait tout ce qui était restitution de ces marches, sous la forme de coupe dessinée carrément en live, dans un lieu emblématique de la Métropole. Marc a survécu. C'était très dense.



Dans chaque équipe, à peu près 5 personnes, en tout cas, pour Grenoble. Pour Caen, cela a été, parfois, des équipes plus conséquentes. Cela marche moins bien, plus nous sommes nombreux. Il faut changer la méthode. Si nous voulons vraiment qu'il y ait, au-delà du déplacement physique, un déplacement cognitif, mieux vaut qu'on puisse se parler dans le groupe, donc des conditions de mise en dialogue. Si nous sommes trop nombreux, il y a des sous-groupes, tout le monde ne parle pas. Qu'est-ce qui se passe pendant ces marches? Ce sont des marches qui ne se font pas juste comme des balades. C'est essentiellement à pied, effectivement, ce qui, déjà, change pas mal le regard par rapport à nos trajets habituels, nos

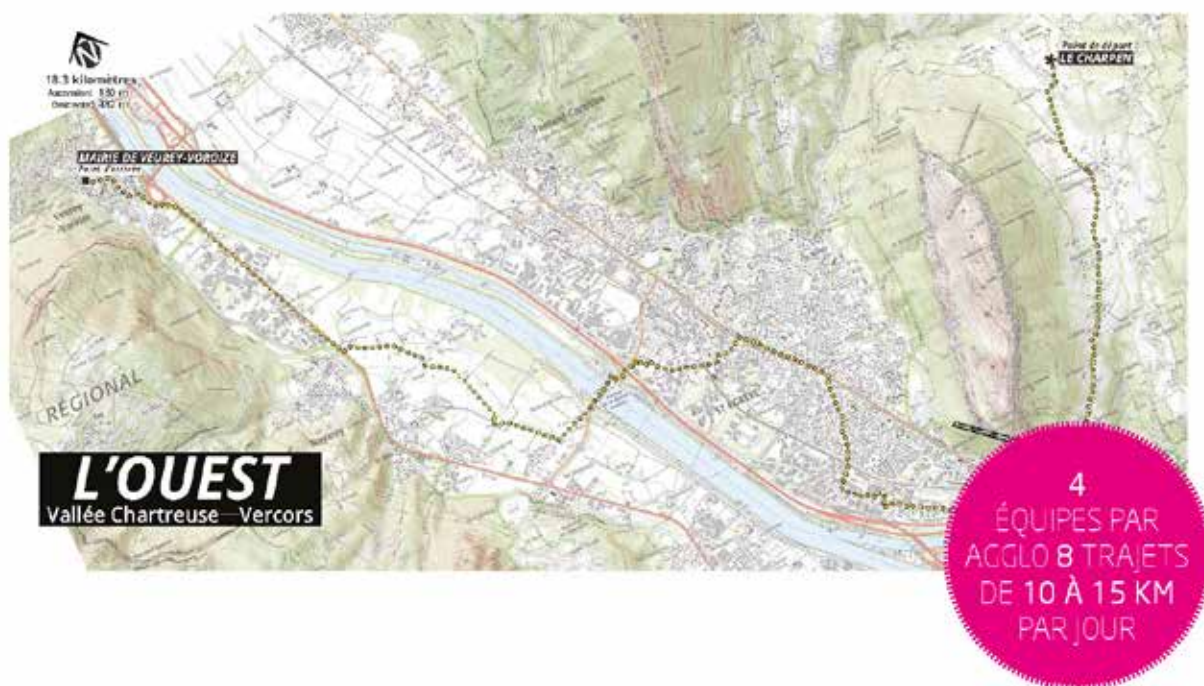
modalités de se déplacer.

Ensuite, ce qui change aussi, c'est que nous marchons en groupe, avec des gens avec lesquels nous n'aurions jamais pensé marcher. Peut-être un acteur politique, peut-être un paysan, ces petits groupes. Au début, nous sommes des inconnus. À la fin, je ne dirais pas des copains, mais en tout cas, nous nous connaissons, nous nous comprenons et nous nous sommes laissés déplacer ensemble, parce que nous nous confrontons à des réalités de territoire. Nous ne voyons pas tous la même chose et nous rencontrons des gens qui, aussi, nous interpellent, nous parlent. Nous, par exemple, nous avons ce petit truc, à Grenoble. C'était qu'à chaque fois que nous croisions

quelqu'un, c'était systématique : « Bonjour, et vous, vos courses, vous les faites où ? » Alors, il nous indiquait. Déjà nous rentrions dans la vie de la personne en un éclair. Et puis, « et en 2050, vous pensez que ce sera où ? » Et tout le monde avait un avis. C'est assez rapide, qui était très éclairant. Et puis, nous avons aussi cette petite question que nous posions de manière systématique : « Oui. Mais, là, l'agriculture autour de Grenoble, pour vous, c'est... »

Les réponses n'étaient pas mal non plus. « Et en 2050, ce sera où ? » Voilà, intéressant. Et le dernier, je ne sais pas si tu t'en souviens, c'était, si la conversation avait bien pris « et vous, à titre personnel, comment vous pourriez vous engager pour une alimentation plus durable ». En fait, tout le monde avait quelque chose à dire.

2. À PROPOS DU FOOD-TRANSECT : EXPLICITATION DE LA MÉTHODE L'EXPLORATION COLLECTIVE



Nous récoltons, dans ces marches, des impressions, des discours, des contenus, qui peuvent être exploités par la suite, par les Collectivités locales, par les chercheurs, etc. Mais, je dirais que l'essentiel des résultats, pour moi, il nous échappe. Il est ailleurs. C'est ce qui se passe dans les équipes, dans les déplacements. En fait, nous ne pouvons pas quantifier les résultats, pour moi, parce que de là s'opèrent d'autres choses. Je ne dis pas du tout ce que j'ai prévu de dire. Je vous montre juste quelques... justement, avec Marc, dans cette équipe, voilà une descente à Grenoble : nous partons du haut de la montagne. Je ne

sais pas si tu te souviens de ce monsieur dont nous ne connaissons pas l'identité - comme cela, je ne dévoilerais pas son visage - et la conversation, avec les quatre questions, nous l'avons eue et nous avons été surpris de ses réponses. Ce monsieur aussi, tu t'en souviens, sans doute, peut-être, qui était un artisan publiciste qui rentrait chez lui et bien, chaque choix était conscient, parce qu'il nous a dit : « Ma façon de lutter contre Wall Street, c'est d'aller au marché. » Je me souviens très fortement de cette phrase. Tout était extrêmement situé dans ses choix.

Voilà les anciens territoires de l'ADAYG, du Y grenoblois, des terres qui étaient censées être protégées. Nous avons discuté avec l'agriculteur qui les tient encore et puis nous avons observé aussi quelques petites ruches, qui sont là, avec des personnes qui considèrent que les pesticides sont des crimes contre l'humanité, mais qui s'installent quand même dans un territoire, à Grenoble, qui est connu pour être le lieu où sont utilisés des pesticides, justement. Mais, comme c'est un ami à eux, cela compte moins. Je vous raconte, non pas pour mettre mal à l'aise ou prendre en porte-à-faux les gens. Mais, nous nous rendons compte

que nous sommes tous dans des situations paradoxales et nous bricolons. C'est aussi fort de voir ces bricolages et cette dynamique : tout le monde avait quelque chose à dire sur l'alimentation et puis les transitions sont en train de se faire quelles que soient les politiques publiques. Ce que nous remarquons, c'est qu'ils ne les connaissent pas vraiment. Quand ils avaient quelque chose à dire sur les politiques publiques, la planification, l'urbanisme de manière générale, ce n'était pas positif, malgré les efforts faits par les municipalités.



Première séance, nous vous le disions, de restitution à chaud, sous la forme de grandes coupes. Ces grandes coupes... Là, je vous en présente en format vignette. Mais, c'est long de 4 mètres de long et puis elles sont disponibles sur internet. Là, vous en avez deux de Grenoble. Celles du haut, c'est celles dont il y avait des images au préalable. L'artisan Wall Street doit se trouver là, le cycliste est par là, avec le vélo... Vous avez la carte de Grenoble si nous sommes sur le slide suivant. Vous avez celle de Caen aussi, dont je n'ai pas encore dit grand-chose, mais qui ont eu lieu. C'est accessible avec les métadonnées qui ont été collectées sur 2 sites internet. Après, cela a été analysé aussi, de manière, je dirais, plus tranquillement.

Je voudrais terminer par cela. Qu'est-ce que nous, nous en tirons, plutôt comme support de discussion ? Parce que, dans un temps très court, évidemment, je ne rentre pas du tout dans les détails. Deux types d'éléments, nous en tirons : bien sûr, des éléments factuels sur les territoires et leurs rapports à l'alimentation, la déconnexion, dont nous avons parlé, depuis ce matin, par rapport à l'alimentation, est clairement à l'œuvre. Donc, la standardisation et la déconnexion par rapport à l'alimentation, avec cette sensation d'un éloignement entre la ville et le grenier, toujours à l'œuvre. Mais, je dirais mille et une initiatives, absolument incroyables, bricolages, que nous avons pu rencontrer. Aussi une fabrique, les mots me manquent, mais j'allais dire discrète, d'un urbain autre, potentiellement fertile, potentiellement comestible, fait de bricolage.

Toujours dans ces premiers volets de résultats, qui sont sur l'enseignement, sur les liens entre alimentations et ces territoires, la forte sensation aussi, qu'il y avait des systèmes de co-bénéfices, entre les nouveaux systèmes alimentaires, que nous pouvions voir émerger et la question du soin, du sens, du bien-être. Nous le voyions, soit parce que c'était vraiment un changement de mode de vie général ou... En tout cas, le changement alimentaire était un changement plus général. C'était peut-être, soit la porte d'entrée, soit exprimait quelque chose, un nouveau positionnement par rapport à la société. Je vais le donner avec juste un exemple, avec cette recherche du sens. Mais, ce qui nous faisait dire aussi qu'au final, la question

de s'alimenter, ce n'était pas seulement un acte, un besoin vital, mais c'était une question sociale, c'était un potentiel pour faire « société » : changement d'alimentation, potentiel vecteur de changement de société. En tout cas, derrière l'acte de s'alimenter, il y avait des enjeux sociaux, humains ou d'urbanité extrêmement fort. Nous pouvions le voir, par exemple, quand certains – ce n'est pas moi – qui sont rentrés dans les fast-foods, et où nous reconnaissons quelqu'un et puis : « Non, non. Moi, d'habitude, je ne mange jamais là. Mais, aujourd'hui, il pleuvait... » OK. Entre les dichotomies entre besoin d'immédiateté, pour s'alimenter un moment ou de reconnaissance, c'est quelque chose d'intime. L'alimentaire, c'est un confort, quelque chose que nous connaissons, et puis, d'un côté, le besoin de sociabilité autour de cela, de partager, d'être ensemble.

Le deuxième volet de résultats porte non pas sur les liens entre Territoires et alimentation, mais qu'est-ce que cette démarche nous amène à penser de l'urbanisme ou de l'urbanisme dit durable. Cela pourrait inclure aussi la planification alimentaire, aujourd'hui. C'est sur quoi je voulais terminer. C'est faire atterrir. La référence a déjà été donnée, de Bruno LATOUR : « faire atterrir l'urbanisme durable », plus que faire de la planification alimentaire ou peut-être tout en faisant de la planification alimentaire. Cet urbanisme durable, en tout cas, à l'issue de ces marches, nous le sentons déconnecté des enjeux thématiques vitaux de l'habité, comme l'alimentaire, par exemple, mais aussi la déconnexion avec les habitants et leurs besoins et la déconnexion qui était racontée aussi, dans la table ronde précédente, avec le sol, la géographie des lieux, la réalité concrète du quotidien. Cette déconnexion, pour moi, appelle effectivement à faire atterrir l'urbanisme, par, je pense, une réactivation des capacités relationnelles.

Je n'ai rien dit du TRANSECT. Mais, c'est clairement ce que nous appelons les méthodes situées, voire multi situées, qui, elles-mêmes, se placent dans une pensée de l'espace, qui est née de ce que nous appelons le tournant spatial, le spatial turn, qui met en avant la dimension relationnelle de l'espace. Pareil, je n'ai rien dit de la notion de paysage. Mais, c'est bien l'idée de dessiner des paysages, paysages d'activités. Et c'est moi, ce matin, qui ai parlé de Tim Ingold.

Il a inventé cette notion de taskscape, paysage d'activités. C'est bien pour aller regarder, en profondeur, l'espace urbain et les relations qui les sous-tendent.

Ceci appelle à une refonte disciplinaire et peut-être, pour donner des pistes, sur comment faire atterrir, il me semble que j'ai essayé d'en distinguer trois. Une première, c'est formuler des nouvelles dialectiques, qui sont à même d'inscrire un renouvellement thématique au cœur de cet urbanisme. Par exemple, nous avons parlé, ce matin, de la question de culture et nature, le fait de les opposer, je pense que c'est un débat non fertile. Par exemple, si nous passions à fertile stérile, c'est tout à fait autre chose, parce que, d'un coup, la ville, le bâti, peut aussi rentrer dans les enjeux de la fertilité. C'en est un comme cela, c'est un glissement. Mais, plutôt que de reprendre les thématiques que nous avons déjà et qui, en fait, ne nous permettent pas forcément d'avancer, et bien, s'engager sur d'autres nouvelles dialectiques, peut-être portées par les enjeux sociaux, pour pouvoir avancer, je pense, aussi la question de l'effondrement, par exemple, un sujet qui fait couler beaucoup d'encre. Si nous nous le prenions à bras le corps, pour voir, pour tester si elle s'est décalée, pourquoi pas. Donc, prendre à bras le corps des nouvelles dialectiques.

Deuxième champ, piste pour faire atterrir, piste de travail, c'est de tisser des liens entre des experts et des habitants,

Marc NIELSEN

Merci beaucoup. Je vous confirme que le transect alimentaire est un exercice très intéressant. J'en retiens, de mon côté, qu'il n'y avait pas de corrélation, finalement, pendant ces promenades, entre la localisation et le discours. Nous pouvions nous retrouver sur des plateaux agricoles et avoir quelqu'un qui n'est pas spécialement «connecté» à l'agriculture et se trouver proche de la ville face à quelqu'un qui est, au contraire beaucoup plus sensibilisé aux questions agricoles et alimentaires.

tisser des liens entre des habitants au sens large, entre eux, soit humain-non humain, humain-humain, différentes origines. Je pense que le TRANSECT que je viens de vous illustrer est une manière, mais cela ne fait pas tout. Il y en a plein d'autres et, dans ce cas-là, il y a un grand panel plus ou moins techniciste. Je donnerais, à l'autre côté de l'échelle. Le TRANSECT, c'est quelque chose de très léger à mettre en place. C'est de marcher ensemble. C'est la base, presque, pour moi. Marcher, même avec quelqu'un, avec un autre, c'est très simple.

Je conclus : de l'autre côté, vous me poserez une question pour avoir d'autres outils. Je vous remercie. Et peut-être terminer sur la troisième piste : c'est l'attention au lieu, la singularité des lieux, pour se tenir au maximum à l'écart d'un éventuel paradigme managérial de planification ou d'urbanisme que nous viendrions calquer sur un territoire. L'essentiel, à chaque fois que je mets des TRANSECTS, ou que mes collègues mettent en place des TRANSECTS, le principal retour que nous avons, c'est : « Mais, je pensais connaître le territoire. Mais, en fait, je ne connaissais pas. » Donc, nous avons encore énormément à découvrir et je trouve cela très enthousiasmant. Ensuite, il n'y a pas un projet qui se dégagerait. Il y a bien mille et un projets de tout cela et qui prennent des formes différentes. Merci.

J'ai l'impression qu'il n'y a pas cette corrélation. Et puis, aussi, et tu l'as dit : un discours chez les personnes que nous avons croisées qui était, étonnement, bien structuré, bien argumenté et souvent très engagé aussi. C'est vrai que nous ne nous y attendions pas. Cela pose la question de cette capacité, à ces gens-là, à se mobiliser pour faire entendre leur voix. Coline PERRIN, je vous laisse la parole.

Merci. On m'avait demandé de parler 5 minutes. Donc, je n'ai pas préparé de POWERPOINT. Je vais juste partager quelques mots, avec vous, d'un projet de recherche, qui est en cours, à Montpellier, qui s'intitule FOODSCAPE. Jennifer a cité un mot en «scape». FOODSCAPE, c'est paysage alimentaire. Ce suffixe «scape» accolé à une série de mots anglais, c'est, au début des années 1990, un philosophe sociologue qui l'a posé, pour insister sur la dimension culturelle de ce qui nous entoure et l'impact que la globalisation peut avoir sur nos modes de vie.

Dans ce projet FOODSCAPE, nous nous intéressons au paysage alimentaire, d'une manière, effectivement, assez complémentaire de ce que Jennifer vient de présenter. C'est un projet qui réunit des géographes, des économistes, des nutritionnistes. Moi-même, je suis géographe. J'ai principalement travaillé sur le foncier agricole, la prise en compte du foncier agricole, dans l'aménagement et l'urbanisme, en Provence, en Toscane, autour de Montpellier, donc France, Italie, Europe méditerranéenne. Je suis venue à ce projet avec une question, qui était : qu'est-ce que nous pouvons faire pour faire évoluer les habitudes alimentaires? Ce que nous entendons, c'est souvent, d'abord : «Il faut éduquer les gens, il faut leur faire comprendre que...». Vous voyez bien les bandeaux publicitaires, à la télévision : manger plus de fruits et légumes, faire de l'éducation dans les écoles et tout.

Ce dont nous nous rendons compte, après 20 ans de préconisation, c'est que cela a une efficacité assez limitée et si vous avez l'habitude de manger des chips, vous n'allez pas arrêter de manger des chips. Vous savez que ce n'est pas bon de manger des chips, ce n'est pas bon pour votre santé, vous le savez, mais c'est quand même bon les chips. Moi aussi, je mange des chips en pique-nique, avec mes enfants et c'est bien. Nous n'allons pas changer comme cela. Il y avait aussi l'idée qu'il y a beaucoup de caractéristiques sociales, démographiques et tout cela, qui vont influencer nos habitudes alimentaires, qui sont des caractéristiques macro sur lesquels nous avons, finalement, assez peu de prises : il y a plus d'obésité chez les gens défavorisés, etc.

Il y a une idée qui émerge, actuellement, dans une série de milieux scientifiques, opérationnels, qui est, que, finalement, nous pourrions peut-être faire bouger un peu les habitudes alimentaires, en jouant sur le paysage, sur l'offre alimentaire, qui est disponible autour des gens. Ce n'est pas en essayant de leur dire ce qu'ils doivent faire, mais en leur rendant disponible, accessible, autour d'eux, sur leurs trajets quotidiens, sur leur lieu de travail, des choses saines. C'est finalement plus facile, moins intrusif, sur la personne et que, là, peut-être – c'est cela qui m'intéresse et qui fait le lien avec la journée d'aujourd'hui - il y a des leviers d'action, en termes d'aménagement et d'urbanisme, puisque changer le paysage urbain, cela fait partie aussi des capacités de ce champ d'action «aménagement et urbanisme».

Quand je vous dis que cela vient du monde scientifique, mais il y a eu aussi une prise de conscience, à l'échelle internationale, avec un rapport de la FAO, du Haut Comité d'Experts sur la Nutrition, HLPE en octobre dernier, qui dit : «Oui, l'environnement alimentaire...» Nous entendons, de manière synonyme, un peu, le terme d'environnement alimentaire ou de paysage alimentaire. J'aime bien le terme de «paysage», parce que, dans le terme de «paysage», il n'y a pas que l'environnement. Pour moi, l'environnement, c'est, justement, les commerces et les restaurants qu'il y a autour de chez vous. Mais quand je parle de paysage alimentaire, j'inclus aussi la manière dont je les vois. Le paysage, il est forcément perçu, par un observateur et c'est cette perspective, la perception, l'œil, qui m'intéresse aussi. Parce que le même paysage, comme l'a dit Jennifer, dans ses TRANSECTS, ne va pas être interprété de la même manière, par les différentes personnes qui font la marche. C'est pour cela que j'aime bien utiliser ce terme-là.

J'inclus aussi, dans ce terme de paysage alimentaire, une dimension culturelle et, notamment, tout ce qui est publicité ou informations que nous avons sur l'alimentation. Ne serait-ce que les panneaux publicitaires, dans la rue, pour moi, cela fait partie de ce paysage alimentaire, mais aussi tous les codes culturels que nous avons, qui vont nous permettre de les interpréter. Donc, un paysage aussi au sens «paysage médiatique», pourquoi pas.

Dans ce projet sur Montpellier, nous nous intéressons aux effets de ce paysage alimentaire, sur les habitudes alimentaires. Qu'est-ce que nous entendons par habitudes alimentaires ? C'est bien sûr le régime : qu'est-ce que les gens vont manger comme aliments, mais aussi la manière dont ils vont faire leurs courses, où est-ce qu'ils vont aller acheter quoi et puis, leur représentation. Il faut savoir qu'à l'échelle internationale, il y a déjà pas mal d'études sur l'impact de l'offre sur la consommation, l'impact de l'environnement alimentaire sur la santé. C'est plutôt dans ces termes-là que c'est abordé dans le monde anglo-saxon.

Les résultats de ces études, ils sont assez mitigés. Ce n'est pas forcément qu'autour de chez vous, il n'y a que des fast-foods, que vous allez forcément manger dans un fast food. Vous êtes libres d'aller plus loin, etc. N'empêche qu'il y a une série d'études, notamment aux États-Unis, qui montrent que des quartiers où il y a le moins de produits frais, et notamment de fruits et légumes, sont ceux où il y a le plus d'obésité. Et à partir du moment où la ville de New York facilite l'implantation de charrettes de fruits et légumes, dans la rue, en évitant les taxes, sur ces produits, donc en rendant les fruits et légumes accessibles, et le droit de les vendre avec de la vente ambulante, sur l'espace public, cela va faciliter à ces produits, pour cette population qui sinon, aurait dû aller dans un supermarché, plus loin.

Il y a des études. Certaines ont montré une évolution du comportement. Mais, nous ne savons jamais bien qu'est-ce qu'il faut prendre : est-ce que c'est autour du domicile ? Sinon, il faudrait prendre en compte l'ensemble de l'espace où les gens transitent, chaque jour, pour voir quel est leur environnement alimentaire, au quotidien, ce qu'on appelle leur « espace d'activités ». Et puis, l'idéal, ce serait de faire des études longitudinales, où en changeant un environnement, nous voyons comment la population réagit et comment ils évoluent dans leurs pratiques d'approvisionnement et, in fine, dans qu'est-ce qu'ils consomment. Ce n'est pas forcément que vous implantez un nouveau supermarché que les gens vont acheter plus de fruits et légumes, parce qu'il y en a au supermarché.

Et puis, la problématique, elle est un peu différente, en France, puisqu'en France, nous avons l'habitude de dire qu'il n'y a pas vraiment des déserts alimentaires, comme nous utilisons le terme, en Amérique du Nord, des espaces où il n'y a pas d'alimentation, pas d'alimentation saine. Les fruits et légumes, chez nous, nous en trouvons à peu près partout : dans l'épicerie de quartier, à la petite superette... Finalement, les espaces où il en a le moins, cela va être des espaces périurbains, où, éventuellement, il faut forcément une voiture, pour les atteindre. Sinon, dans l'urbain, il y en a principalement. Mais, après, savoir si une boulangerie, nous la classons parmi les commerces sains ou parmi les fast-foods, ce n'est pas toujours évident. La boulangerie, elle peut être un peu traiteur ou... Bref, les scientifiques continuent à travailler là-dessus.

Ce que nous avons fait, à Montpellier, ce que nous sommes en train de faire, nous sommes en plein dedans, nous avons fait une enquête auprès de 500 ménages, qui s'appelle MONTPANIER, comme Montpellier-panier, où il y a un questionnaire en ligne, pour demander aux gens, où est-ce qu'ils vont faire leurs courses et quels sont leurs lieux habituels de domicile, de travail, de circulation, etc. Et après, s'ils sont d'accord, ils récoltent leur ticket de caisse, pendant un mois. Après, il y a une analyse des tickets de caisse, par l'équipe, avec des lieux précis, des montants d'achat et le contenu du ticket qui est analysé par les nutritionnistes, pour savoir la quantité de tomates, etc., et pouvoir comprendre leur régime alimentaire. Nous retraçons, comme cela, tous les approvisionnements alimentaires d'un foyer, sur un mois.

Nous le faisons sur 500 foyers, sur l'ensemble de la Métropole de Montpellier. L'idée est de voir, après, est-ce que nous pouvons y repérer une causalité entre un paysage alimentaire, de cette personne, que nous allons avoir reconstruit avec des données statistiques, de la base SIREN, pour voir quels sont les commerces près desquels cette personne circule et le régime alimentaire qu'elle a et évaluer aussi la durabilité de ses habitudes alimentaires : durabilité en termes de produits consommés, mais aussi, de travailler sur les transports, quels sont les modes de transport, les détours faits pour aller s'approvisionner, est-ce que les courses sont regroupées un jour dans la

semaine, ou est-ce qu'elles sont faites sur le chemin, etc. À l'intérieur du projet, il y a des nutritionnistes qui sont plutôt sur l'aspect « régime alimentaire » et l'équipe des géographes, nous sommes plutôt sur la question des pratiques spatiales d'approvisionnement : où les gens vont, pourquoi ils y vont, comment ils expliquent où ils vont. Nous complétons la grosse enquête auprès des 500 ménages, qui est donc une enquête quantitative, par des entretiens qualitatifs, dans 4 quartiers : quartiers politiques de la ville, une nouvelle ZAC, une rue centrale qui a beaucoup évolué, et puis, en périurbain, sur 2 petites communes périurbaines, qui ont très peu de commerces. Du coup, j'ai plutôt des résultats à partir des enquêtes qualitatives, puisque l'enquête quanti, sur 500 ménages, les résultats sont en cours de traitement : il y a tout un travail de nettoyage de la base, etc. Nous n'avons pas encore des résultats fermes. À partir des enquêtes qualitatives, ce que nous voyons, très clairement, c'est comme cela a déjà été dit juste avant : il y a toute une rationalisation sur ce qu'ils mangent, pourquoi ils mangent cela et où est-ce vont faire leurs courses. Quand nous mettons en relation cela, avec les tickets de caisse et que nous venons les voir, pour un entretien, en leur disant : « Sur le mois dernier, vous êtes allés dans tous ces espaces-là. Est-ce que nous pouvons en reparler avec vous ? Expliquez pourquoi vous êtes allés là. » Nous nous rendons compte que c'est un peu plus compliqué.

Effectivement, une dame qui est dans un quartier défavorisé nous explique, très clairement, qu'elle a une stratégie pour s'alimenter en bio, qu'elle va à la BIOCOOP, qu'elle se déplace loin aussi, pour des raisons culturelles, parce qu'elle est d'une communauté ethnique où elle doit aller des produits à tel endroit, etc. Mais, il y a un LIDL qui a ouvert dans son quartier, il y a 2 ans et elle y va aussi. Nous nous en sommes bien rendu compte. Donc, nous lui disons : « Oui, il y a aussi le LIDL qui a ouvert, dans le quartier. Donc, qu'est-ce que vous en pensez ? » Elle dit : « Oui, j'y vais. Il y a aussi un rayon bio, au LIDL. Et puis, c'est à côté. C'est pratique. » Nous voyons qu'il y a des raisons pour lesquelles les gens vont, qui vont, de temps en temps, être de l'ordre du pragmatique, de l'utile, du « c'est pratique, c'est sur mon chemin », d'efficacité de faire les courses...

Parfois, cela va être un raisonnement sur l'éthique ou les valeurs. Cela peut être la qualité, le bio, l'environnement, etc. Parfois, cela va être un raisonnement plus social ou « je vais à cet endroit-là, parce que cela me permet de rencontrer des gens de ma communauté ou cela permet de faire du lien », « je vais au marché parce que j'aime bien discuter », parce que, etc.

À travers ces enquêtes qualitatives, nous creusons un peu plus avec les gens, ce pourquoi ils vont faire leurs courses à cet endroit. Nous creusons avec eux aussi la manière dont ils perçoivent l'environnement, qu'est-ce qu'il y a autour de chez eux, comment ils le voient, et pourquoi, éventuellement, ils ne fréquentent pas ces commerces, pourquoi ils vont ailleurs et qu'est-ce qui manque, si la ville devait faire quelque chose, qu'est-ce qu'elle pouvait faire dans leur quartier, pour agir là-dessus. Par exemple, il y a une dame qui nous a dit : « En fait, ce qui me gêne, dans la rue, c'est les ordures. Il y a des ordures partout. Il y a des gens qui sont partout, sur le trottoir. Moi, je ne me sens pas à l'aise. Je ne me sens pas en sécurité. Donc, je vais ailleurs, pour faire mes courses. Je vais... » Tout un trajet, alors qu'elle n'a pas de voiture, qu'elle marche difficilement... Là, nous nous disons qu'il y a peut-être moyen, en termes de Collectivité, la ville, pour agir sur cet endroit, et ce n'est peut-être pas en implantant un nouveau commerce, mais en travaillant sur les espaces publics. Nous travaillons sur leur perception. Nous travaillons sur leurs attentes.

In fine, comme je viens de le dire, nous aimerions déboucher sur des leviers d'actions pour la ville, notamment, en matière d'urbanisme commercial, mais aussi de politique foncière, pourquoi pas. Nous n'avons pas d'idée arrêtée. Je pense que c'est micro-territoire par micro-territoire, avec les gens... Là, je reboucle avec la littérature scientifique, ce que nous voyons, ce que nous trouvons, dans les écrits anglo-saxons, par exemple, il y a un ouvrage qui est sorti, récemment, en 2018, sur la manière d'intégrer l'alimentation dans l'urbanisme : c'est que nous pouvons travailler, à la fois, sur la question de l'accès au foncier, pour l'agriculture, mais aussi pour toutes les étapes de la chaîne alimentaire, la transformation, le stockage, la mutualisation des bâtiments et tout cela et aussi l'utilisation des espaces publics (autoriser

la vente ambulante, structurer un marché...), création d'infrastructures publiques aussi, en lien avec les transports. Il y a beaucoup de réflexions sur comment faire en sorte que des produits sains soient accessibles, à l'endroit où les gens transitent - transit around the planning - mais dédié à des produits frais, pour faciliter les distributions de produits frais. Pour vous dire aussi qu'il y a de plus en plus de villes qui réfléchissent à comment prendre en compte l'alimentation dans la planification.

Par contre, il y a peu de cas concrets où cela se fait, où c'est traduit par des actions. Un cas où j'ai vraiment vu le lien en paysage urbain et pratique alimentaire et santé, c'est le cas de Toronto, où le Département de la Santé Publique, qui a vraiment tout un argumentaire sur la manière dont le transport est pensé, l'inclusion de petits espaces

Marc NIELSEN

Oui. Merci beaucoup. Je vais passer la parole directement à Anne-Laure GARCIN pour que nous ne perdions pas de temps. Nous avons jusqu'à 16h. Par contre, à 16h, nous sommes vraiment mis dehors. Et puis, je voudrais que la dernière table ronde ne soit pas non plus rabotée.

Anne-Laure GARCIN – Chargée de mission participation citoyenne & politiques publiques Responsable du Conseil de développement Métropole de Lyon

Je vais essayer de réduire. Mais, je reviens sur un point plus terrain. Puisque, je ne suis ni urbaniste, ni géographe... Mon rôle au sein de la Métropole de Lyon, c'est d'accompagner les Directions opérationnelles, sur la mise en dialogue des politiques publiques. Je pilote et j'anime aussi le Conseil de développement, qui a une grosse place dans notre Territoire, qui compte 200 membres, qui sont toutes les parties prenantes du territoire et que nous animons et qui sont saisies sur des questions, pour traiter plutôt les enjeux humains, en lien avec les initiatives des territoires, plutôt que les enjeux techniques de développement. Nous allons laisser cela aux techniciens. Avec cette double casquette, je voulais juste revenir un peu quand même, pour redonner la méthodologie sur laquelle nous sommes en train d'avancer - nous sommes en plein dedans - sur la co-construction d'une stratégie alimentaire. Je n'ai pas forcément les renseignements sur tout, mais qui fait écho à beaucoup de choses que nous nous sommes dites, aujourd'hui. Et puis, un petit enseignement : je ferai un tout petit zoom sur ce que nous avons vu dans la saisie du

marais, d'agriculture intra-urbaine, le positionnement des marchés va changer la manière dont les habitants peuvent s'approvisionner ou même vivre ensemble. Là, il y a vraiment un argumentaire, à l'échelle de la ville, sur cette question du lien entre paysage alimentaire et santé publique, puisque c'est souvent par cette entrée que, dans le monde anglo-saxon, nous rentrons sur l'alimentation. C'est par la santé publique, alors que, comme nous l'avons dit, en introduction, ce matin, chez nous, c'est plutôt par l'agriculture, les circuits courts que l'intérêt est arrivé. Je ne sais pas. Je vais peut-être m'arrêter là.

Conseil de Développement, et en lien avec ce que vous venez dire.

En effet, la Métropole de Lyon, je pense que vous avez entendu que, depuis 2015, c'est une Collectivité unique, qui a rassemblé toutes les compétences sociales, urbaines, de l'ancien Conseil Général et de l'ancien Grand Lyon, ce qui fait que nous avons un panel de compétences lié à l'alimentation qui est très large : économie, aménagement, environnement, culture, etc. Il y a le souhait de se dire : « C'est le moment où jamais de co-construire une stratégie alimentaire ambitieuse. Nous avons les compétences. Nous pouvons être acteurs. Mais, nous sommes acteurs tout seuls, est-ce que nous allons évidemment arriver à faire une transition ? Sûrement que non. » C'est toutes les questions que nous avons vues aujourd'hui.

Il y a eu une posture, au départ, plutôt de la part des techniciens, des services, de se dire : « Il faut que nous adoptions une posture modeste, dès le départ, de la Métropole, OK, chef d'orchestre d'une co-construction

d'une stratégie alimentaire, mais aussi acteur, à son niveau, parce que nous avons des responsabilités, mais surtout, comment nous pouvons animer des communautés d'actions sur le territoire. Il se passe beaucoup de choses. Il y a énormément d'initiatives et comment nous allons faire en sorte que toutes ces initiatives, nous les rendons plus visibles, nous facilitons des coopérations...» C'est vraiment l'objectif. Cet objectif est beau. Donc, nous souhaitons nous inscrire dans la durée, sauf d'évidemment, nous avons aussi des contraintes.

C'est là que je ramène toujours le volet « terrain » aussi, des contraintes liées à des calendriers politiques, donc besoin de co-construire vite, pour faire des plans opérationnels vite, nous ne voulons pas faire de planification, pour autant il faut que nous ayons des cadres stratégiques. C'est toujours ces 2 jambes, sur lesquelles il faut, dans les Collectivités que vous connaissez tous... Je vois la difficulté, là, en accompagnement d'un collègue, entre mes souhaits et mon expertise/expérience en participation, tout ce que nous pourrions faire pour animer et créer des communautés, mais aussi le besoin d'agir vite, pour pouvoir co-construire des actions, qui iront dans des fichiers actions d'un cadre stratégique opérationnel. Je pense que c'est cette tension que je vis au quotidien, mais que vous devez vivre aussi. Qu'est-ce que je voulais dire ? Pareil, j'essaie de faire autrement.

Juste pour dire que, dans cette phase de co-construction, nous faisons en 2 phases. Il y a une première phase de diagnostics : d'où nous partons et définition des objectifs et des orientations stratégiques, qui seront votées fin juin. Pour cette phase de diagnostic, il y a eu le choix. Il y a tout un volet « études », qui a été mené par le bureau UTOPIES. Il y a eu une concertation faite avec, en tout, 150 acteurs. L'objectif, c'était vraiment l'aspect de confronter l'analyse des pratiques individuelles, les études d'expertises, à un dialogue avec les parties prenantes, qui vivent, au quotidien, ceux qui s'engagent, ceux qui les subissent, ceux qui veulent plus. Et surtout, l'objectif, c'était, dans chaque phase de concertation, de mettre autour de la table, des gens qui peuvent avoir un lien sur une thématique, mais qui, au final, ne se connaissent pas et ne se parle pas. C'est là où cela a été fructueux, comme à chaque fois que nous

faisons ce type de concertation.

Il y a eu une saisine du Conseil de développement, dans cette phase amont, particulièrement sur la question de la précarité alimentaire. Je fais un tout petit zoom sur ce qui est ressorti. Déjà, dans la posture du Conseil de développement, à chaque fois qu'ils ont une saisine, leur manière de faire, ce n'est pas de réfléchir, dans une chambre, un peu comment nous retraduisons cette question et comment nous allons écouter. Là, nous utilisons le réseau des 200 acteurs qui nous amène à un repérage assez incroyable de toutes les initiatives, sur tout le Territoire, et comment nous allons à la rencontre de toutes ces initiatives, pour écouter ce qu'ils font, comment ils vivent, et nous les rassemblons par thématique, pour essayer de voir, si entre eux, ils se connaissent et si nous pouvons faire émerger des coopérations.

C'est là où je vois, à chaque fois, au-delà de la stratégie alimentaire, ce que vous racontez dans la marche à plusieurs, c'est qu'au-delà de toute la démarche, de toutes contributions, même malgré tout le travail de bénévoles, des belles contributions que nous pouvons faire, ce qui m'interpelle, à chaque fois, la richesse, pour moi, elle est plus dans la méthode, que dans le résultat et les recommandations. À chaque fois, ce qui fonctionne, c'est le fait que c'est des gens, qui, autour de la table, ne se connaissent pas, qui vont prendre contact, qui vont avoir envie de se recontacter, au-delà du Conseil de développement et c'est ces énergies qui manquent. C'est bien là, pour moi, la posture des Métropoles : pas toujours de faire, ni de faire avec, mais des fois, simplement d'être animateur, pour que les gens se rencontrent et fassent aussi sans les Collectivités.

Je fais le zoom sur le Conseil de développement, qui a été saisi, en particulier, sur la question de l'enjeu de la précarité alimentaire, parce que les études montrent que sur le territoire lyonnais, mais peut-être d'autres territoires... Il y a un chiffre, que je trouve assez effarant, 30 % de la population ont déclaré ne pas avoir les moyens financiers de s'alimenter correctement. Cela va devenir le défi numéro 1 majeur. Évidemment, la lutte contre cette précarité doit se résonner de manière globale, dans une démarche de temps long. Nous revenons

sur cette problématique de long terme. Le Conseil de développement a souhaité avoir une approche par public. Ce n'était pas ce que nous lui avons demandé. L'objectif, c'est de se dire qu'il y a la précarité financière, certes, qui est à traiter, mais il y a aussi les précarités d'usage, liées à des causes comportementales, liées à une méconnaissance des règles, par exemple, de l'équilibre alimentaire, à l'isolement, à des nouveaux modes de vie. Nous avons abordé cette question-là, à travers 3 publics, et nous recommandons de travailler - parce que, là, nous sommes à la phase de diagnostic ; mais, après, il va falloir élaborer le plan d'action - par public.

Il y a la question de la précarité sur les personnes âgées, avec un travail approfondi sur la question de la nutrition – j'y reviendrai – un public autour des jeunes, avec l'absolue nécessité de travailler sur, évidemment, l'éducation alimentaire, mais voir de quelle façon et à quel moment, parce que nous avons vu que la base collègue et le passage à l'indépendance alimentaire sont 2 moments clés. Là aussi, il faut repérer quels sont les moments clés. Et le troisième public, c'est les habitants des QPV, et c'est là où je viens sur le zoom sur la petite recommandation. Évidemment, nous avons vu l'importance de la diversification de l'offre alimentaire, certes. Mais, nous avons vu, en mettant tous ces groupes autour de la table, que l'accompagnement social des populations était tout aussi important que leur proposer une offre alimentaire diversifiée. C'était nécessaire pour faire évoluer les comportements.

Par exemple, à la Duchère, un quartier QPV de Lyon, il y a une association qui s'appelle DEMAIN ENSEMBLE qui nous expliquait qu'elle avait, évidemment, repéré, que pour les personnes âgées, la question de l'alimentation était un sujet. Donc, elle a essayé d'organiser des conférences, des colloques, même dans un centre social, même dans un EPAD, et cela ne fonctionnait pas. Finalement, c'est quand elle a décidé d'être sur la convivialité du repas et de trouver des moyens de former les accompagnants, d'organiser des temps d'échanges des gens, autour de l'alimentation, de prendre un repas avec ces personnes, c'est là où nous avons pu les sensibiliser.

Nous revenons sur la question : ce n'est pas en donnant de l'info, mais en créant les conditions d'accompagner. Il y

a une personne âgée qui disait : « J'ai beau voir toutes les bonnes campagnes. Le jour où je me retrouve seul devant mon assiette, je n'ai plus envie de manger et peu importe ce que je mange, finalement je m'en fous. Ce qui est important, c'est le lien social et c'est l'accompagnement. » C'est là où nous voyons que l'accompagnement, nous ne le pensons pas souvent, dans nos politiques publiques. Tout ce qui ressort, c'est que c'est vraiment la base essentielle et la sensibilisation, c'est par le faire. Nous avons, évidemment, tous vu les expériences de tout ce qui est jardin, mais c'est bien en accompagnant les personnes, finalement, à produire leur propre alimentation ou, au moins, tester au départ et elles y viennent, au départ, pour créer du lien social, rencontrer des gens dans le quartier, que, finalement, en mettant la main à la pâte, elles vont toucher la question de l'alimentation et peut-être faire évoluer leur comportement.

Nous avons vu énormément d'initiatives, avec la soupe avec les invendus, des ateliers de cuisine... Je vais vite. L'autre point qui était important, mais qui va un peu dans le même sens, c'est impliquer les habitants, dans les politiques alimentaires territoriales. C'est un indissociable d'un travail de fond, avec les structures d'aide à l'accompagnement présentes sur le territoire. La question de l'interconnaissance de ces structures d'accompagnement devient le point clé, parce que c'est elles qui connaissent, avec finesse, les problématiques territoriales, qui servent d'intermédiaires entre les habitants et les pouvoirs publics, qui articulent les ambitions des politiques globales... La deuxième recommandation qu'il y a eu, il y avait l'accompagnement, l'interconnaissance de ces acteurs agissants et à l'échelle micro-locale. Nous, nous pensons que sur ces questions, notamment les quartiers prioritaires, nous ne pourrions pas globaliser des réponses. C'est comment la Métropole peut animer et faciliter la création de coopération collective à une échelle ultra-locale.

Toujours à la Duchère, il y a une expérience qui a vraiment fonctionné, contrairement aux mêmes associations, dans d'autres quartiers, mais qui ne travaillent pas ensemble. Là, dans un quartier, il y a les RESTO DU CŒUR, les jardins partagés, un espace senior. Ils se sont

tous, finalement, un jour, mis ensemble, grâce à une association, pour dire comment nous partageons nos diagnostics, comment nous travaillons ensemble et comment nous lions nos réseaux de bénévoles, etc. C'est par ces actions collectives, à des échelles micro-quartiers et avec un accompagnement et une formation de tous les personnels, que nous voyons qu'il y a des choses qui ont immergé de manière intéressante, pour faire évoluer les habitudes. Dans les recommandations qui ont porté sur plein de sujets - mais si vous voulez voir la contribution du Conseil de développement, elle est en ligne sur son site internet – il y avait l'idée que c'était par public, le besoin de mettre, autour de la table, différents types de public, de les faire travailler ensemble, pour co-construire des actions collectives.

Finalement, leurs seules recommandations que nous avons présentées au Vice-Président et la Direction, c'est de dire : il faut que vous poursuiviez la co-construction de la stratégie alimentaire, en mettant en place des groupes de travail thématiques, poussés. Là, nous rentrons dans

cette deuxième phase, et cela a été accepté et cela va être voté... Une grande journée de lancement de cette dynamique collective de travail, la semaine prochaine, le 14 juin, où nous rentrons sur une deuxième phase de co-construction et il y aura 11 groupes de travail thématiques, avec l'idée d'allier cela, à chaque fois sur une thématique, avec des acteurs, mais de les mélanger, que ce soit des habitants d'un centre, d'une mission, des médecins, des EHPAD... parfois des ateliers sensibles, en parallèle. Nous avons imaginé des marches aussi, dans certains quartiers. Et comment cela peut arriver à la co-construction d'actions, par ces groupes, mais voir qu'ils se passent peut-être des actions en dehors de nous et tant mieux. L'idée, c'est peut-être que nous allons essayer de faire un outil numérique qui pourra recueillir et faire un appel de toutes les initiatives possibles.

Marc NIELSEN

Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ? J'en ai une en attendant. Il y a assez peu de Conseils de développement qui travaillent sur l'alimentation, même très peu. Il doit y en avoir une quinzaine, pas plus. Ce qui est assez étonnant, parce que nous pourrions nous attendre à ce que, justement, l'alimentation soit un bon vecteur de mobilisation des citoyens. Est-ce que vous, dans votre Conseil de développement, le fait de s'emparer de l'alimentation a été plus fédérateur que d'autres thèmes ou pas ? Cela a l'air d'avoir été quand même très fédérateur. Et est-ce que l'alimentation a changé votre façon de travailler avec la Métropole ?

Anne-Laure GARCIN

Je ne sais pas si nous nous étions parlé de cela avant, mais, en effet, il y a eu un avant et un après, grâce à cette thématique. Pourquoi les autres Conseils de développement ne travaillent pas sur ces sujets ? Je ne peux pas forcément répondre. Mais, je sais que nous avons, dans 10 jours, les 20 ans des Conseils de développement. Donc, j'apporterais cette question avec mes collègues techniciens. Nous, c'est vraiment lié, au départ, à une saisine. Il y a une saisine quand même. C'est lié à un agenda politique et les PAT. C'est quand même quelque chose qui n'est pas assez récent. Peut-être que c'est lié à cela. Pour la deuxième question, par contre, où nous voyons qu'il

a eu une vraie intégration et collaboration aussi. Cela va vraiment dans cet esprit de collaboratif. C'est qu'avant, le Conseil de développement, pour tout sujet, nous vous posons une question travaillée, nous animons le débat avec le territoire, nous faisons une nouvelle contribution que nous présentons, au revoir.

Là, sur cette contribution, nous nous sommes aperçus que nous avons la Métropole, avec mon autre casquette «Métropole». Nous avons fait une concertation. Nous avons eu un certain nombre d'acteurs. Mais, grâce au Conseil de développement, qui, comme une structure indépendante, nous sommes allés toucher des acteurs qui

étaient très différents, plus proches des territoires et qui n'avaient peut-être pas forcément osé venir, convoquer par la Métropole. Donc, nous avons pu avoir d'autres discussions plus décalées, plus ouvertes, et comme la recommandation, ils ont dit : «C'est tellement riche et nous sommes au début de ce diagnostic.» Nous aussi, nous nous sommes dits, le Conseil de développement, nous allons continuer, nous allons organiser nos propres groupes de travail, pour élaborer nos propres fiches d'actions.

Sauf que comme nous voulions faire la même chose, côté Métropole, pour une fois, nous avons dit : «Et si nous ne travaillions pas ensemble?» Donc, nous avons co-construit ensemble les thèmes, par rapport à nos différentes analyses et les membres du Conseil de

Marc NIELSEN

Merci. Est-ce qu'il y a des questions, des réactions?

Chloé ABEEL – Conseil National de l'alimentation

Merci. Bonjour. Je suis Chloé ABEEL. Je travaille au Conseil National de l'Alimentation. Je suis chargée de mission pour la participation citoyenne. J'ai une question pour Anne-Laure GARCIN. Je voulais savoir si vous pouviez revenir sur les différentes étapes - très rapidement, juste pour être sûr

Anne-Laure GARCIN

Je pense que cela prendra un peu trop de temps de tout expliquer. Mais, en gros, il y a 2 phases : phase de diagnostic, phase élaboration du plan opérationnel. Dans cette phase de diagnostic, il y a eu la concertation menée par la Métropole, avec des ateliers, qui mènent 14 catégories d'acteurs. Je ne vais pas toutes les citer, mais nous avons essayé de prendre le maximum. Ce n'est pas l'exhaustivité que nous recherchions, mais, en tout cas, d'avoir le maximum de champs, que ce soit des producteurs, des associations, des industries agroalimentaires. Je pourrais vous donner les 14. Nous pourrions en discuter sans problème. Il y a la Métropole qui a émis ses propres groupes de travail, pilotés par le bureau d'études, qui faisait, en parallèle les études d'expertise. C'était pour

développement vont intégrer chaque groupe, en faisant suivi et évaluation de ce qu'ils ont vu - toujours le lien avec les acteurs - pour vérifier que nous avons bien intégré la pluralité, pour hybrider au maximum. Ils sont vraiment porteurs de transversalités, d'hybridation, ce dont nous avons essayé de parler, ce qui n'est pas forcément toujours facile, côté Direction. J'ai 11 Directions opérationnelles, sur la stratégie alimentaire. Nous allons essayer de mélanger, un peu, ce type de public. Là, il y a vraiment l'idée de «marcher ensemble» - désolée d'utiliser ce mot - pour avancer.

d'avoir bien compris - de votre dispositif de concertation, parce que je n'ai pas compris si cela avait uniquement concerné le Conseil de développement ou s'il y avait eu d'autres outils et sur les publics que cela impliquait, entre peut-être corps intermédiaires et citoyens. Merci.

lier leur expertise liée à des rencontres avec des experts, l'analyse, etc., leurs études et un volet «dialogue avec les parties prenantes». Dans le cadre de ce diagnostic, il y a eu, en plus, la saisine du Conseil de développement.

Mais, maintenant, justement, dans cette deuxième phase, l'idée, c'est qu'il n'y a plus cette idée de qui fait quoi et nous voudrions avoir un portail, une grosse plate-forme numérique qui permettra d'être transparent sur la démarche, de créer des communautés d'actions, de rendre en visibilité toutes les initiatives que nous repérerions et suivre l'évolution des groupes de travail. L'idée, c'est que, là, les groupes de travail soient le plus hybride possible. Et se dire, peut-être, sur la question de la précarité financière, par exemple, si nous avons mis

autour de la table, aujourd'hui, des jardins partagés, des épiceries sociales et solidaires, mais que nous mettions aussi, peut-être, quelques distributeurs, qui peuvent être aussi la question des producteurs en amont, sur les invendus. L'idée, c'est de pouvoir créer des groupes de

travail, des fois, très précis, et, des fois, les ouvrir à des temps donnés. Nous pourrions en rediscuter, sinon, à part sur les différentes étapes.

Marc NIELSEN

Je vois 3 questions : 30 secondes chacune.

Participante

C'est une question à Madame PERRIN. J'ai peut-être loupé le tout début de votre intervention. C'est pour savoir comment vous aviez trouvé les 500 foyers qui ont rempli le questionnaire, foyer de plus de 5 personnes.

Marc NIELSEN

Je prends les 2 autres questions.

Participante

Également une question très rapide. Je voulais savoir, pareil, un peu en rejoignant la question précédente, c'était de savoir comment vous avez touché, si vous l'avez fait, des citoyens lambda qui ne faisaient pas partie d'associations, qui n'étaient pas dans des groupements alimentaires ou d'agriculteurs, etc., un citoyen vraiment lambda, qui aurait sa voix aussi à donner sur la question alimentaire,

qui n'est pas forcément le plus facile à toucher. Et est-ce que, dans ce cas-là, vous passez par les Communes, les politiques ? Ou est-ce que, des fois, il y a des citoyens qui ont été démarchés, pour venir, individuellement, donner leur avis ?

Participante

Bonjour. Je vais être très rapide également. C'est une question pour Madame GARCIN, pour savoir, par rapport à un diagnostic qui aurait montré que 30 % de la population n'a pas les moyens de s'alimenter correctement. Est-ce que vous pourrez nous donner des indications : est-ce que la question était « avez-vous les moyens de vous alimenter

correctement » ? Et dans ce cas, est-ce que nous avons des éléments sur ce qui est mis derrière cela ? Ou sinon, si cela a été reconstitué, quels ont été les critères pour parvenir à ce chiffre et à cette qualification ? Merci.

Coline PERRIN

Pour répondre sur la question des recrutements des 500 ménages, il y a eu une grosse campagne médiatique, d'abord, à travers les médias locaux, la presse, la radio, etc. qui a eu des résultats un petit peu décevants. En tout cas, nous avons eu l'impression qu'il fallait du temps, que ce n'était pas immédiat. Ensuite, nous avons fait du Flying, des flyers qui ont été déposés dans beaucoup de petits commerces de quartier, dans les écoles, quand ils nous

ont autorisés à mettre des affiches. Ensuite, pour que cela puisse être traité, il fallait que cela reste des quotas, que ce soit représentatif de la population, en termes de revenus, en termes de composition du ménage, notamment. C'était les 2 critères pour redresser. Donc, nous nous sommes très vite rendu compte qu'il y avait certaines parties de la population qui étaient moins touchées. Donc, nous avons essayé de les attraper, d'aller les chercher, par différent

biais, notamment, à travers des associations, justement, en allant donner les flyers et sensibiliser certaines associations qui pouvaient ensuite faire le relais vers des habitants, des CCAS, des associations de quartier, etc.

Et puis, il y a quand même un truc que je voulais mentionner : il y avait d'abord un questionnaire en ligne et les gens qui n'avaient pas internet ou qui ne pouvaient pas remplir en ligne, pouvaient le faire sur papier et le renvoyer, éventuellement. Ensuite, il fallait donc remplir : ils recevaient, à ce moment-là, un carnet d'approvisionnement, où ils allaient noter tous leurs approvisionnements, sur un mois, et mettre leurs tickets de caisse dans une enveloppe T, à renvoyer. Et s'ils allaient jusqu'au bout du processus et qu'ils renvoyaient leurs tickets de caisse, ils recevaient un bon d'achat de 15 euros

à large spectre, dans différentes enseignes. Ensuite, dans nos enquêtes qualitatives, que nous avons commencé à conduire, nous nous sommes rendu compte que sur la population défavorisée, ces 15 euros à la fin, ce n'était pas négligeable. Cela nous a été mentionné, en tout cas.

Pour vous donner une idée, je crois, que là, au niveau du remplissage des questionnaires, nous sommes à plus de 700. Donc, c'est assez facile à obtenir et qu'en revanche, des carnets complets, avec tous les tickets de caisse, sur un mois, c'est beaucoup plus lourd et nous ne sommes pas encore tout à fait au 500. Elle a été lancée, je pense, en septembre, la campagne, quelque chose comme cela. Nous la laissons ouverte et sur les quartiers où, maintenant, nous faisons des zooms, nous allons nous-mêmes démarcher, éventuellement, la population.

Marc NIELSEN

Nous allons devoir conclure en une minute. Il y avait comme une question pour Laure GARCIN, sinon, après vous en parlez peut-être dehors.

Anne-Laure GARCIN

Il y a une enquête «habitants» qui a été faite. Nous pouvons vous transférer l'enquête, avec les résultats, sans problème.